

# Comité National Français de Géographie

## Assemblée générale annuelle

du 4 octobre 2001

tenue à Saint-Dié-des-Vosges



Le président Alain MIOSSEC présente les excuses des membres absents : *BART François, CHALINE Claude, HOLZ Jean-Marc, ROUDIÉ Philippe, SANGUIN André-Louis, SIGNOLES Pierre et VEYRET-MEKDJIAN Yvette.*

Il fait observer une minute de silence à la mémoire de nos collègues décédés durant l'année : Jean-Pierre PINOT, Bernard KAYSER, Guy LASSERRE, Théodore MONOD, Milton SANTOS, Robert FOSSET et Michel LECOMPTE.

Ce rapport constitue une synthèse des informations et des débats issus de la réunion du Conseil, du rapport moral du secrétaire Paul ARNOULD, du bilan financier du trésorier Jean SOUMAGNE, de l'exposé de Gérard DOREL et des interventions des membres présents à l'Assemblée Générale.

L'ordre du jour concerne 4 points principaux :

- La défense des intérêts de la géographie : le problème des programmes de la classe de première.
- La question des concours, Agrégation et CAPES.
- Les relations avec l'UGI.
- L'avenir des journées géographiques.

### La défense des intérêts de la géographie

Depuis 4 mois, le CNFG s'est mobilisé, aux côtés d'autres associations et notamment de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie et de son président Robert MARCONIS,

pour réagir vigoureusement aux propositions précipitées de réforme des programmes d'histoire-géographie. La réforme proposée, sous le couvert d'un rapprochement entre les deux disciplines, a paru en fait marginaliser la géographie sinon l'instrumentaliser. La géographie est, avec l'histoire, une discipline d'ouverture de l'esprit, de formation de l'élève (et du citoyen) et plus généralement de culture ; elle n'est pas au service de l'histoire, n'ayant ni les mêmes objectifs ni les mêmes méthodes. Notre mobilisation a été efficace : le Ministère a suspendu le processus trop hâtif de mise en œuvre de ce programme hybride.

Depuis le dernier conseil, le Président Alain MIOSSEC a rencontré notre collègue Armand FRÉMONT, qui avait donné son aval au projet, pour lui faire part de nos réserves et du souhait d'une plus large concertation. Il lui a proposé les noms de membres du CNFG susceptibles de participer à la constitution d'un groupe d'experts chargés de donner un avis indépendant sur le programme de géographie de la classe de première (voir rapport des débats sur cette question qui ont largement occupé le précédent conseil du 5 mai 2001), formuler des propositions (Jean-Marc HOLZ, Perpignan ; Jean-Robert PITTE, Paris IV ; Philippe ROUDIÉ, Bordeaux et Alain MIOSSEC, Nantes) tous membres du Conseil plus Gérard HUGONIE, IUFM Paris et Isabelle LEFORT, Lyon 2. Les autres collègues contactés sont Anne-Marie GRATALOU, Madeleine BROCARD, Le Havre, Jacques LÉVY, Reims et IEP Paris, Jean-Pierre RAISON, Paris X, en retraite, Pierre PECH, Paris I et Rémy KNAFOU, Paris 7. La première réunion de ce groupe était prévue juste après les Journées Géographiques (le 10 octobre). Alain MIOSSEC a été également reçu à l'Elysée par le Conseiller du Président de la République : Roch-Olivier MAISTRE. Ce dernier a pris bonne note de nos réserves mais s'est surtout préoccupé de la représentativité du CNFG à l'échelon national. Alain MIOSSEC lui a répondu que la France était le troisième pays, par ordre d'importance à l'UGI, tant pour le nombre de présidents de commissions et de groupes de travail que pour les effectifs de participants aux congrès internationaux.

Alain MIOSSEC a également écrit aux présidents d'Université et de Conseils Régionaux pour leur expliquer les enjeux de la réforme en chantier. Ces derniers, n'ont pas ou peu réagi. Cette absence de réponse est un signal inquiétant de la part des régions qui gèrent les lycées mais qui semblent se soucier plus des bâtiments que de contenus pédagogiques.

Le colloque organisé par le CNFG sur "*Quelle géographie de l'Europe enseigner (ée) en Europe*" doit fournir des matériaux, des idées et des réflexions pour nourrir des propositions concrètes lors de la réunion des experts. Dans cette affaire, il importe de ne pas se contenter d'une attitude critique, défensive et conservatrice. Plusieurs collègues (Etienne AUPHAN, Jean-Robert PITTE) interviennent à propos de quelques grandes questions :

- faut-il et peut-on casser la logique disciplinaire ?
- comment se démarquer de l'histoire du temps présent ?
- quelle place réserver à une approche de type environnemen-taliste ?

### **La question des concours : CAPES et Agrégation**

Le CNFG s'est préoccupé, durant l'année écoulée, d'informer ses adhérents au sujet de la réforme de l'Agrégation de Géographie. Le président du jury, Rémy KNAFOU, est venu présenter la maquette du nouveau concours, le 5 mai 2001. A la demande d'Alain MIOSSEC, le jury du concours a adressé un court texte à tous les directeurs d'UFR de Géographie, publié également dans *Historiens et Géographes*, expliquant la philosophie d'un concours qui évolue dans la continuité, tout en prenant en compte un certain nombre de réalités nouvelles dans la discipline : intégration de l'environnement et de l'aménagement, rôle croissant des documents, importance accrue de l'expression orale. Une épreuve sur dossier, à l'écrit, permet de disposer d'un nouveau type d'évaluation de la capacité des

candidats à composer. Elle complète celle fondée traditionnellement sur la dissertation.

Gérard DOREL a présenté à Saint-Dié un projet de réforme du CAPES. La refonte part d'un principe fort : la nécessité pour les candidats et les futurs enseignants d'améliorer une culture générale insuffisante, sans avoir la prétention de couvrir le champ entier de nos 2 disciplines. Il importe de donner aux candidats la possibilité et la volonté d'acquérir des connaissances larges, nécessaires pour enseigner dans le Second Degré. Dans cette optique, le jury du CAPES a élaboré un texte qui doit être perçu comme un compromis acceptable entre les souhaits du Ministre et les réalités de la formation des enseignants. Gérard DOREL insiste bien sur le fait que les idées exposées ne constituent qu'une proposition qu'il livre à titre d'information pour faciliter leur discussion et leur acceptation. Cette maquette a été acceptée par la DPE (Direction des Personnels Enseignants). La consultation se poursuit, avec passage devant 3 autres institutions : la DESCO (Direction des Enseignements Scolaires), la DESUP (Direction des Enseignements Supérieurs) et le Groupe de l'Inspection Générale d'Histoire et Géographie. Les 2 principes de base de la réforme sont les suivants : maintenir le concours du CAPES arrimé à l'Agrégation, avoir un concours réellement paritaire entre histoire et géographie. Il s'agit de faire en sorte que les historiens, qui constituaient 60 % du corps enseignant il y a trois décennies, mais qui vont passer à 90 % soient mieux formés en géographie. Le programme de l'écrit comporterait 2 questions d'agrégation en histoire, avec alternance des 4 périodes chères aux historiens, afin d'éviter toute suprématie de l'histoire contemporaine et 2 questions d'agrégation en géographie, une sur la France, une autre de géographie thématique ou de géographie des territoires. À l'oral, les candidats auraient 2 leçons : une d'histoire et une de géographie, sur le même programme qu'à l'écrit, mais élargi (en plus de la France à l'écrit, la France en Europe ou en plus des Etats-Unis, toutes les Amériques, par exemple) et une épreuve sur document tirée au sort par chaque candidat et portant soit sur l'histoire soit sur la géographie.

Le nouveau concours du CAPES s'inscrit dans un contexte général d'augmentation substantielle du nombre des postes offerts.

Du débat qui s'ensuit et où interviennent notamment Mmes JEAN, HOTYAT, VALLAT et MESCHINET de RICHEMOND et MM. BAUELLE, THUMERELLE et DONZE, il ressort que la plupart des collègues s'accordent à dire que des historiens bien formés peuvent enseigner de la très bonne géographie, qu'il est nécessaire d'avoir des instructions précises et un corps d'inspection des IA et des IPR vigilant sur les équilibres et que les préparations de concours devront s'adapter à cette nouvelle structure. Les Bi-DEUG ou les doubles DEUG histoire-géographie s'en trouveront confortés.

### **Les relations avec l'UGI**

Alain MIOSSEC rappelle le séduisant projet proposé par notre collègue Jean-Marc HOLZ, intitulé "*Mégacités et compétition olympique : acteurs, stratégies et gouvernance d'un urbanisme olympique dans une économie mondiale*" qui vise à mobiliser les collègues de diverses universités. En absence de Jean-Marc HOLZ, souffrant, nous ne disposons pas d'informations sur le devenir de ce programme de recherche.

Le CNFG a invité au dîner du mercredi soir, après la journée d'excursion remarquablement organisée, de Saint-Dié à Strasbourg et Kehl, par nos collègues strasbourgeois Jean-Luc PIERMAY et Patricia ZANDER les 9 membres élus du Comité Exécutif de l'Union Géographique Internationale. Ce fut l'occasion d'un dialogue fructueux avec Anne BUTTIMER présidente de l'UGI et Professeur à l'Université de Dublin, le Secrétaire Général et Trésorier Ronald F. ABLER de Washington DC. , le premier Vice-Président Adalberto VALLEGA, de l'Université de Gênes, les Vice-Présidents Nikita F. GLAZOVSKY, de l'Académie des Sciences de Russie, CHANG Ming Liu, de l'Académie des Sciences de Chine, Markku LÖYTÖNEN de l'Université d'Helsinki, Lindiszwe M. MAGI de l'Université du Zululand à Durban, José L. PALACIO-PRIETO de l'Université de Mexico et Hiroshi TANABE de l'Université de Tokyo.

Suite à une réaction vigoureuse du CNFG, s'inquiétant du fait que la première plaquette de présentation pour Durban, de même que le fascicule de présentation de la villa Celimontana, à Rome, nouveau site de la Maison de la Géographie de l'UGI, étaient rédigés uniquement en anglais, nous avons eu le plaisir de recevoir ces documents en version française. L'ensemble des membres du CNFG a souhaité que la défense vigilante du français comme langue officielle de l'UGI soit constamment réaffirmée. L'initiative de Michel PHILIPPONEAU, écrivant à titre personnel au Ministre de la Francophonie, pour obtenir une subvention de 100 000 F., destinée à la traduction en français des débats à Durban, n'a pas été retenue par le CNFG. C'est à l'UGI d'assurer les frais de traduction, avec les cotisations substantielles que lui versent les différents comités nationaux. Si subvention il doit y avoir, elle relève du bureau et du conseil du CNG et devrait concerner l'édition du volume en préparation sur l'Afrique (voir ci-dessous).

La question du parrainage de chercheurs et d'enseignants des pays en développement a suscité une vive réprobation : les dangers liés à une attitude paternaliste, néocolonialiste et les risques de clientélisme ont été dénoncés par les membres du CNFG.

Le cas de l'adhésion directe de membres français à l'UGI a été refusé par le CNFG. L'ancien Président Jean-Robert PITTE, soutenu par l'ensemble du Conseil, a précisé que l'adhésion individuelle ne pouvait concerner que les géographes des pays où n'existait pas de Comité National structuré, reconnu et cotisant.

La préparation du volume de contribution des tropicalistes français pour le Congrès de Durban est en bonne voie. Roland POURTIER, François BART et Jacques BONVALLOT en assurent la coordination. La revue *Historiens et Géographes* en assumera la publication.

### **L'avenir des Journées Géographiques**

La tenue des Journées Géographiques à Saint-Dié, tous les 2 ans, juste avant le Festival International de Géographie, se révèle être une fausse bonne idée. La durée du déplacement : 2 à 3 jours de Journées Géographiques, plus 2 à 3 jours de FIG constitue un premier obstacle en période de rentrée universitaire. Venir à Saint-Dié n'est pas simple non plus pour des provinciaux. Se loger à Saint-Dié pose également des problèmes : une partie de congressistes doivent être hébergés dans les environs voire à Gérardmer, distant de 30 km. Le tout occasionne des frais non négligeables. L'ensemble des participants souhaite cependant le maintien des activités classiques : séance du Conseil, repas, Assemblée Générale, colloque, réunions des commissions devraient constituer des temps forts pour notre communauté géographique. Le Président Alain MIOSSEC suggère de coupler éventuellement ces journées avec la tenue d'un colloque thématique organisé par une ou plusieurs commissions du CNFG, tel celui tenu récemment par nos collègues tropicalistes. Les prochaines Journées Géographiques auront lieu à Poitiers et à La Rochelle les 29, 30 et 31 mai 2002 (circulaire à venir).

Cette année, le colloque organisé sur *Quelle géographie de l'Europe enseigner (ée) en Europe aujourd'hui* a fait salle quasi comble, avec plus de 100 personnes présentes. Les interventions très différentes, mais riches de contenu de Jean-François DREVET le matin et de Robert SOURP l'après-midi ont servi d'introduction à de fructueux débats où nos collègues du Second Degré ont pu prendre la parole. Un résumé de la communication de J.F Drevet sera mis en ligne prochainement, celle de Robert Sourp doit paraître dans un prochain numéro de l'Information Géographique.

Le rapport moral présenté par Paul ARNOULD et le rapport financier de Jean SOUMAGNE, qui a en outre rappelé les missions d'animation, de dynamisation de la discipline, d'organisation de réunions, de colloques et des Journées Géographiques qui incombent au CNFG, section française de l'UGI ont été adoptés à l'unanimité.

La cotisation pour l'année 2002 est fixée à **23 euros** soit 150,80 F.

Le Secrétaire Général Permanent Gérard JOLY n'a pas eu le temps de présenter le remarquable

travail qu'il a entrepris sur l'histoire et la mémoire du CNFG. Les premiers apports de ses recherches peuvent être consultés sur le site Internet du CNFG. Le bureau comme le conseil se félicitent de sa collaboration efficace : l'UGI appuie le projet *who's who in geography* et entend confier au CNFG la réalisation en ligne de ce répertoire. Gérard Joly élargira ainsi le champ de son activité à la satisfaction générale.

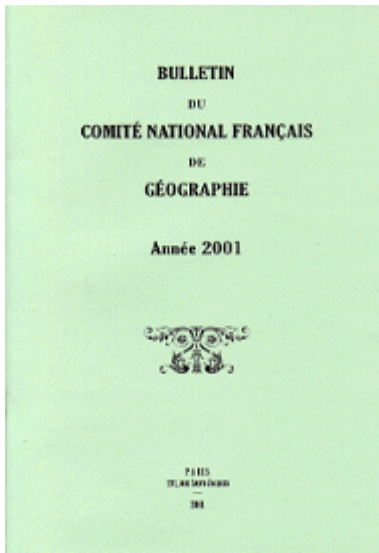
### **Compte-rendu de la réunion du groupe d'experts au ministère de l'Education Nationale – mardi 9 octobre 2001. (A. Miossec)**

Armand Frémont a réuni le "groupe d'experts" au sein duquel le CNG était largement représenté. Il a rappelé la procédure qu'il entendait suivre d'ici décembre à propos des programmes de première et de terminale qu'il entend traiter de manière globale. Notre audition n'était que la première d'une série de 7 (Inspecteurs Généraux d'HG, IPR, universitaires historiens, universitaires géographes, Professeurs d'HG des lycées parisiens, professeurs d'HG de l'académie de Toulouse et enfin "personnalités diverses"). Puisque la parole m'a d'abord été donnée, j'ai rappelé les principes qui ont mobilisé le Conseil du CNG depuis janvier (voir les derniers CR) et lié nos interventions à la situation générale de la géographie dans les programmes de l'enseignement secondaire. S'agissant de l'Europe, j'ai aussi rappelé la tenue du débat lors des récentes Journées Géographiques de Saint-Dié en précisant que les entrées par la géographie dans chacune des séquences relevaient à nos yeux d'une manière plus ou moins élégante de mettre de côté les méthodes et l'originalité de la démarche géographique. J'ai dit, enfin, qu'il fallait strictement démarquer la géographie de l'histoire du temps présent : la confusion des genres pouvant être plus particulièrement néfaste à notre discipline. Ensuite Armand Frémont a donné la parole à chacun des universitaires présents : sans entrer dans le détail des interventions de chacun, on retiendra que de très fortes convergences sont apparues dans les discours des intervenants qui n'étaient pas tous membres du CNG. La nécessité de défendre une discipline ouverte, tolérante et vivante semble faire l'unanimité, les uns plaidant pour une géographie plus concrète (l'inventaire du monde) et les autres pour des approches plus théorisantes et conceptuelles, plus ancrées aussi dans des pratiques pédagogiques dont nul ne saurait nier l'utilité. Au-delà de ces principes, les intervenants ont aussi argumenté pour une géographie distanciée de sa dimension trop "économique" et même trop "aménageuse" et rappelé l'importance des faits environnementaux, des paysages, des cultures. La logique du discours géographique a également été soulignée : trop souvent, la démarche des programmes du secondaire s'appuie sur la chronologie chère à l'histoire.

Ces quelques propos résument trois heures de débats : Armand Frémont a évoqué à juste titre le fait que l'enseignement secondaire n'a pas les mêmes objectifs que le supérieur très orienté vers la recherche. A ses yeux (et nous le suivons tout à fait sur ce point) les professeurs ne sont ni historiens ni géographes mais chargés d'enseigner l'une et l'autre des disciplines. Il serait bon que ces discours séparatistes disparaissent de la scène, chez les historiens comme chez les géographes du supérieur car, selon le bon principe de la culture des héritiers, cher à Bourdieu (un paléobourdieu...), la reproduction du discours marginalise fortement notre discipline. C'est, indirectement, reposer la question de la formation des professeurs : les suggestions de Gérard Dorel (ci-dessus) nous paraissent devoir être singulièrement appuyées. À nos yeux, on ne peut dissocier les programmes de la formation des professeurs et l'idée de mettre en place des DEUG à parité Histoire-Géographie puis des licences à l'identique doit être développée. Si le CNG ne saurait outrepasser les missions qui sont habituellement les siennes – et qui ont longtemps négligé la question de l'enseignement de la géographie dans le secondaire - il sera attentif à toute évolution dans ce domaine : mieux former à la géographie ceux qui devront l'enseigner. C'est un peu le message d'appui que nous avons entendu faire passer, à travers Armand Frémont, auprès du Ministère.

Le Secrétaire Général : Paul ARNOULD

Le Président : Alain MIOSSEC



Le Bulletin du CNFG - Année 2001 - a été diffusé à tous les adhérents.